

Jean Ducange

Enseignant en Histoire

Alain Ruscio, *La question coloniale dans L'Humanité (1904-2004)*,

Paris, La Dispute, 2005.

Le retour de la France sur son passé colonial dépasse de loin la seule question de la responsabilité de l'État et s'est emparé de l'ensemble de la société française jusqu'aux organisations politiques. Les minorités révolutionnaires semblent ainsi avoir trouvé leurs premiers historiens, rappelant leur défense précoce des revendications anticoloniales¹. Le Parti communiste, force dominante de la gauche au moment de la décolonisation et dont l'histoire fait l'objet de bien des controverses sur d'autres terrains, n'échappe pas à la règle. Henri Alleg, militant du Parti communiste algérien puis français, célèbre acteur de la guerre d'Algérie avec sa dénonciation de la torture dans *La Question*, a récemment publié ses souvenirs sur cette question provoquant, entre autres, la réaction de Jacques Charby, un des membres du réseau Jeanson, au sujet de la « mémoire algérienne communiste² ». Les interventions récentes de la dirigeante du PCF sur le rapport de son parti à l'Algérie vont dans le même sens d'un retour rétrospectif et critique³. Alain Ruscio, à qui l'on doit déjà plusieurs contributions sur l'histoire du colonialisme, en premier lieu une thèse sur le rapport du mouvement communiste à la guerre d'Indochine⁴ mais aussi plusieurs études relatives à Hô Chi Minh⁵, nous offre ici une sélection de textes issus du journal *L'Humanité* qui fut pendant la plus grande partie de son histoire l'« organe central » du PCF. La période couverte par le recueil va de la fondation du journal par Jean Jaurès en 1904 à nos jours, évoquant ainsi les débats les plus récents liés aux questions « postcoloniales » telles que la loi sur le voile. Illustré ponctuellement de caricatures parues dans *L'Humanité*, l'ensemble articule habilement reportages, témoignages, entretiens et déclarations politiques sur les colonies, restituant au mieux la vision véhiculée par un quotidien aux modalités d'expression variées. Le dernier chapitre revient sur le regard porté pendant toute la période sur les « indigènes » et immigrés, permettant notamment une ouverture sur le traitement des populations immigrées par les mairies PCF à travers des exemples comme celui de l'affaire de Vitry de 1980 qui vit un foyer de travailleurs en partie détruit par des militants communistes.

Ce vaste recueil de 600 pages nous offre la possibilité de revenir, grâce aux documents originaux, sur des points parfois encore controversés, tels que les positions hésitantes du Parti communiste à l'égard de l'indépendance des colonies dans les années 1950. Mais le grand mérite de ce livre est de présenter des textes moins connus qui couvrent l'ensemble du xx^e siècle, incluant ainsi des textes socialistes d'avant 1914, forts utiles pour saisir les contradictions ultérieures du mouvement communiste.

Dans son introduction Alain Ruscio affirme que le choix des articles sera sans complaisance ; il ne cherche pas en effet à voiler les « périodes d'ombre » du PCF⁶ et se place en dehors de toute justification de la « ligne » du parti à telle ou telle époque. Au contraire, le recueil est traversé par le regret des rendez-vous manqués des communistes français avec les peuples colonisés. Ainsi affirme-t-il, au sujet de la question algérienne, que les « communistes français sont passés totalement à côté de la dimension nationale du drame » et ne cache pas le « sentiment de malaise » provoqué par la lecture de *L'Humanité* du 12 mai 1945 aux lendemains de l'insurrection de Sétif⁷.

Les « tournants » du PCF à l'égard des colonies

En dépit des notes rappelant quelques points de contexte historique et permettant au lecteur de se répéter à travers les nombreux personnages cités, on pourra regretter l'absence d'une introduction expliquant les grands « tournants » qui marquèrent le mouvement communiste au cours du xx^e siècle. La lecture de ces textes montre pourtant que les changements brusques d'orientation politique affectèrent profondément les positions des communistes à l'égard des colonies.

La période précédant la période du Front populaire, date à laquelle le PCF devient un parti de masse, occupe une partie non négligeable du livre. Elle nous montre un aspect souvent oublié des premières années du Parti communiste puis de sa période dite de « bolchévisation ».

A contrario de celles qui verront le jour par la suite, les positions durant les années 1920, période de haut sectarisme de l'Internationale communiste et de ses partis, sont les plus farouchement anticoloniales et se placent nettement sur le terrain de l'indépendance, dans le prolongement des thèses des premiers congrès du Comintern⁸. Là-dessus, on sera gré à Alain Ruscio de restituer les quelques initiatives courageuses des communistes français de l'époque qui, bien que le plus souvent extrêmement minoritaires, méritent d'être relevées : grève politique contre la guerre du Rif en 1925, la première de l'histoire de France, contre-exposition de Vincennes de 1931 avec les surréalistes, entre autres.

À la lumière des articles à partir de 1934, on peut mesurer combien la période du Front populaire, souvent retenue dans la mémoire communiste comme une

période glorieuse de rassemblement populaire et de conquêtes sociales, a été aussi celle d'un abandon de prises de positions anticoloniales, sous prétexte de « danger de récupération des colonies françaises par le fascisme » comme le rappelle Alain Ruscio⁹. L'unité d'action, scellée avec la SFIO en juillet 1934, se traduit par un pacte qui brille par l'absence de toute référence à la situation hors de la métropole. La même remarque s'applique aussi aux temps de la Libération, alors que le parti est au faîte de son influence, quand *L'Humanité* accusera dans un premier temps le soulèvement de Sétif du 8 mai 1945 de concourir à « instaurer en Afrique du Nord une dictature militaire, fasciste, versaillaise, qu'on pourrait diriger, le cas échéant, contre le peuple de France ». C'est une nouvelle fois au nom de l'unité avec les socialistes, d'un hypothétique « nouveau front populaire », que le PCF votera en faveur des pouvoirs spéciaux en mars 1956.

Ces positions s'incarnent dans la thèse de la « nation algérienne en formation » de Maurice Thorez présentée en 1939 et qui servira de référence jusqu'en 1957, selon laquelle la formation nationale algérienne résulte d'un amalgame par brassage de populations, en faisant disparaître la coupure de la conquête et la nature du peuplement colonial¹⁰. Ce moment charnière du discours communiste, à juste titre présenté comme essentiel par l'auteur du recueil, aurait mérité d'être décrypté de manière plus systématique, puisqu'il met en jeu l'appréciation de la nature même de la colonisation.

Des contradictions anciennes

Ces contradictions profondes du PCF à quelques années – voire parfois mois ou semaines – d'intervalle à l'égard des colonies, que Marcel Cachin incarne mieux que tout autre, ne sont néanmoins pas imputables, ou tout du moins réductibles, à l'histoire de ce seul parti. On a parfois relevé les combats « valeureux¹¹ » des premiers socialistes français contre le colonialisme. En réalité ceux-ci furent le plus souvent empreints d'ambiguïtés. Le recueil d'Alain Ruscio ne cache pas les positions d'un Jean Jaurès qui, bien que dénonçant dans *L'Humanité* les crimes coloniaux, fut longtemps plutôt « assimilationniste » : il tenait en 1908 à « contribuer à un grand mouvement d'humanité et [à] assurer dans le monde de l'islam renouvelé le rayonnement des plus hautes idées de la France et la juste idée de ses intérêts¹² ».

Mais peut-être aurait-il été judicieux de revenir sur l'attitude de la gauche française au début du XX^e siècle et d'apporter quelques éclairages sur le socialisme de la II^e Internationale d'avant 1914. Cette période est décisive pour comprendre le communisme français des années 1920, issu du socialisme d'avant-guerre.

Aucun courant socialiste français ne pouvait alors se targuer d'avoir été réellement anticolonial, ce que Jacques Jurquet relevait utilement dans une

somme aujourd'hui quelque peu oubliée¹³. Longtemps la question coloniale fut traitée de façon secondaire au sein de la II^e Internationale, et lorsque celle-ci était prise en compte, c'est l'aile ouvertement favorable à une colonisation « positive », estimant qu'une « tutelle des peuples non civilisés est une nécessité¹⁴ » qui était la plus offensive, malgré l'existence d'un courant de gauche hostile au colonialisme autour de personnalités comme Rosa Luxemburg. En France, dans les rangs du Parti ouvrier français, parti de Jules Guesde dont le PCF revendiquera en partie l'héritage, on se préoccupa d'écrire une motion exigeant « Ni un homme, ni un sou¹⁵ » pour les guerres coloniales. Mais la condamnation en restera au niveau des principes, et l'exploitation coloniale fut alors dénoncée surtout pour son absence de retombées positives sur les ouvriers de la métropole. Par la suite, le courant socialiste « guesdiste » oscillera entre un rejet brutal de l'héritage républicain et le ralliement aux sirènes patriotiques, notamment lors de l'« Union sacrée » en 1914, positions qui affecteront son appréciation des questions coloniales. Ces tergiversations, que l'on associe parfois à une faiblesse théorique, aident ainsi à comprendre le rapport ambigu qu'allait entretenir par la suite le mouvement ouvrier français avec « ses » colonies, en particulier les communistes.

Dans une note à l'un des premiers textes signalant le tournant du Front populaire¹⁶, Alain Ruscio identifie la double référence du discours communiste justifiant le maintien des colonies dans le cadre de l'Empire français comme celle des « deux sources de l'eurocentrisme traditionnel du mouvement ouvrier et/ou communiste français¹⁷ ». L'une concerne l'Union soviétique, dont l'exemplarité signifie la possible coexistence de plusieurs peuples dans une même union, si celle-ci est équitable. L'autre renvoie aux Révolutions françaises de 1789-1848 et, par extension, à la République, dont la supériorité supposée permet de refuser le droit à l'indépendance des colonies.

Si la première référence relève désormais d'une histoire révolue, la seconde, qui insiste sur les idéaux portés par la République et les ambiguïtés de leur usage, nous renvoie quant à elle à une actualité encore bien réelle.

1 Sylvain Boulouque, *Les Anarchistes français face aux guerres coloniales, 1945-1962*, Lyon, ACL, 2003 et Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères. Trotskistes et libertaires pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Syllepse, 2002.

2 Jacques Charby, « Henri Alleg : une mémoire algérienne communiste », *Le Monde*, 22 novembre 2005. (Jacques Charby est décédé le 1^{er} janvier 2006). Henri Alleg, *Mémoires algériennes. Souvenirs de luttes et d'espérances*, Paris, Stock, 2005.

- 3 Voir par exemple Olivier Mayer, « Le PCF commémore la guerre d'Algérie », *L'Humanité*, 29 octobre 2004.
- 4 Alain Ruscio, *Les Communistes français et la guerre d'Indochine*, Paris, L'Harmattan, 1985.
- 5 Hô Chi Minh, *Textes 1914-1969*, Paris, L'Harmattan, 1990 ; *Le Procès de la colonisation*, Le Temps des cerises, 1998.
- 6 Dans ses mémoires (Alain Ruscio, *Nous et moi, grandeurs et servitudes communistes*, Paris, Tirésias, 2003) il dit avoir quitté le PCF en 1991.
- 7 Alain Ruscio, *La Question coloniale...*, p. 201-202.
- 8 Pour les enjeux politiques de cette période, voir le livre de Jacob Monetta *La Politique du Parti communiste français dans la question coloniale. 1920-1963*, Paris, Maspero, 1971. Il a l'avantage d'articuler de nombreux textes politiques extraits des congrès du parti français et de l'Internationale.
- 9 Alain Ruscio, *op. cit.*, p. 165.
- 10 Marx, Engels, *Marxisme et Algérie*, Paris, 10/18, 1976, p. 416, présenté par René Gallissot qui analyse la portée de cette théorie, réflexion poursuivie avec « La nation algérienne en formation : le discours communiste » dans *Maghreb, Algérie, classes et nation*, Paris, Arcantère, 1987.
- 11 Expression de Jacob Monetta, *op. cit.*, p. 16.
- 12 Alain Ruscio, *op. cit.*, p. 37-38. Pour un choix de textes plus large sur Jean Jaurès et les colonies : Jean Jaurès, *Contre la guerre et la politique coloniale*, présenté par Madeleine Rébérioux, Paris, Éditions sociales, 1959.
- 13 Jacques Jurquet, *La Révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*, Paris, Éditions du centenaire, 4 tomes, 1973-1984. Jurquet avait précisément rompu avec le PCF sur la question algérienne. Très marqué dans certaines formulations par l'orientation « maoïste », le travail de regroupement et de présentation des textes est néanmoins intéressant, notamment le premier tome, revenant sur Marx, Engels et les différents courants de la II^e Internationale.
- 14 Édouard Bernstein au congrès de Stuttgart en 1907 cité par Jacques Jurquet, *op. cit.*, t.1, p. 100.
- 15 Au Congrès de Romilly en septembre 1895. Pour plus de détails voir Claude Willard, *Les Guesdistes*, Paris, Éditions sociales, 1965.
- 16 Gabriel Péri, *Le Front populaire et les colonies* du 23 mai 1936.
- 17 A. Ruscio, *op. cit.*, p. 167-170.

Thierry Labica

Enseigne à l'UFR des études anglo-américaines de l'université de Nanterre Paris X

Antinomies of Modernity: Essays on Race, Orient, Nation, sous la direction de Vasant Kaiwar & Sucheta Mazumdar,

Durham, Duke University Press, 2003.

Un numéro de *ContreTemps* consacré au postcolonial donne l'occasion

de rattraper un peu du retard coupable pris sur la parution de *Antinomies of Modernity: Essays on Race, Orient, Nation* (Durham, Duke University Press, 2003). Ce recueil dirigé par Vasant Kaiwar et Sucheta Mazumdar propose huit articles initialement parus, pour nombre d'entre eux, dans la revue, *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* (CSSAAME), fondée par Kaiwar et Mazumdar il y a vingt-cinq ans (d'abord sous le titre *South Asia Bulletin*). L'introduction (Kaiwar) et le texte de conclusion (Kaiwar et Mazumdar) élaborent le cadrage historique et théorique de l'ensemble. De leur côté, les articles rassemblés ici couvrent un champ historique et géographique considérable allant de l'aryanisation de l'histoire et la renaissance orientale au XIX^e siècle aux renégociations identitaires hindouistes dans les États-Unis d'aujourd'hui en passant par la nationalisme culturel et le fondamentalisme islamiste en Iran, les questions raciales dans l'Afrique du Sud postapartheid, ou les enjeux de démarcation identitaire dans les luttes linguistiques autour de la production d'un vocabulaire technique et scientifique en langue tamoule (contre le sanskrit ou l'anglais) en fin de période coloniale. Il s'agit dans tous les cas d'aborder la question de la modernité dans la perspective de la géographie inégale issue de la généralisation des rapports capitalistes. La figure de « l'antinomie » renvoie alors aux conditions historiques des déconnexions (« amnésiques ») qui s'opèrent entre le régime de l'universel (et les catégories qui sont les siennes : race, orient, nation) et les indigénisations particulières qui s'en nourrissent. Autrement dit, chacune des contributions s'emploie à exposer la tension dialectique liant production de particularismes identitaires et universalisme inhérent à l'universalisation des